

## Document

### La Grèce à l'heure de la Troïka

(www.oceanews.fr)

**03.04.2013**

*Le texte qui suit a été publié sur le site du Comité de Jumelage Quimper-Lavrio, transmis par Joëlle **Dalègre** \*, maître de conférence à l'INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales). C'est le thème d'une intervention qu'elle a faite le mercredi 27 mars 2013, à Rennes, à l'Institut de Gestion.*

Ce n'est pas un texte destiné à la publication, mais un plan détaillé, le support de sa conférence.

\* Sous sa direction : **Regards sur la "crise" grecque**, Ed. L'Harmattan, 2013.

**Troïka** = représentants du FMI, de la BCE et de l'U.E qui, **depuis mai 2010**, surveillent la bonne mise en oeuvre par le gouvernement grec des décisions prises (par eux). **Mai 2010 marque la signature du premier accord aide/mesures d'austérité dit 1er mémorandum**, suivi de nouvelles mesures d'austérité en juillet et décembre 2010, mars 2011, suivi en juin 2011 d'un nouvel accord dit « plan à moyen terme », lui aussi suivi de nouveaux trains de mesures en juillet, août, septembre et novembre. 2011, puis un **2ème mémorandum en février 2012**, associé de mesures en juillet, septembre, octobre et novembre.

La Troïka, ce fut d'abord **trois hommes en visite chaque trimestre**, puis associés à une **task force étrangère**, présente à plein temps dans les ministères, et à des spécialistes placés ponctuellement - à plein temps également - dans certains services. Donc voici la Grèce « à l'heure de la Troïka », sous les « conseils » de la T ou sous la « surveillance » de la T selon les choix, puisque l'accord de la Troïka conditionne le versement trimestriel des prêts accordés, et qu'elle peut exiger des mesures, accepter ou refuser.

On pourrait dire que l'austérité a atteint son but : le budget primaire de la Grèce en 2012 est positif pour la 1ère fois depuis 40 ans au moins, le déficit de la balance des paiements entre 2008 et 2012 a été divisé par 12 (!), mais cela **au prix d'une mise en danger de la vie économique, sociale, politique et culturelle du pays**.

#### **La récession**

Les financiers demandaient au pays des réductions de dépenses et des augmentations de recettes...

#### **Réductions des dépenses :**

- progressivement dans le secteur public on a supprimé les différentes primes, les 13e et 14e mois, on a gelé puis baissé les salaires et les retraites, en gros on arrive à – 30 à 40% selon le salaire et le secteur ; le secteur privé suit le mouvement d'autant que les conventions collectives sont gelées pour une durée indéterminée,
- finalement le salaire minimum est à 486 euros nets et – 10 % pour les moins de 25 ans
- réduction du nombre des fonctionnaires : 1/5 départs remplacés, renvoi des non titulaires, titulaires mis en « réserve » un an à salaire diminué, puis au chômage,
- réforme Callicratès : on passe de 1034 communes à 325 et on supprime les arrondissements
- les services de l'IKA ne sont plus gratuits : il faut payer 5 euros minimum, recul de l'âge de la retraite à 65 ans et allongement des cotisations, diminution de toutes les allocations.

### **Augmentation des recettes :**

- augmentation des tarifs publics : fuel et gaz + 25 %, électricité, transports publics + 30 % ,
- augmentation des impôts : sur le revenu (plancher : 5000 € revenus annuels, l'impôt sur le revenu est en moyenne 2 fois + élevé qu'en France ) et TVA à 23 % sauf produits alimentaires, taxes sur alcools, tabac et essence (à 2 euros / litre),
- création de nouveaux impôts : impôt spécial de solidarité (CSG), impôt sur l'immatriculation des voitures (de 12 à 20% de sa valeur à l'achat) et taxe de circulation (vignette) de 135 à 240 euros pour cylindrée moyenne, taxe sur les voitures de luxe, les fourrures, tapis, bijoux, les bateaux, avions privés et piscines, taxe sur les revenus des artisans et professions indépendantes en 2011, enfin un impôt foncier sans cesse remanié depuis 2008 (de 0,5 à 16 euros annuels le m2 selon lieu, âge etc) soit une pluie fiscale au moment où les revenus diminuent,
- restaient les privatisations multiples demandées (la Grèce à vendre) qui ne s'effectuent guère, à la fois parce l'opinion publique y est hostile de même que la bureaucratie, et parce que les investisseurs ne se pressent pas vu l'incertitude régnante qui les décourage : euros ou pas, quel système fiscal (il change sans arrêt ) et grèves nombreuses.

### **Quels résultats sur l'économie ?**

- Récession : le PIB a baissé de 20% depuis fin 2008 et du même coup la dette exprimée en % du PIB ne baisse pas,
- Indice de production industrielle : de 91 en 2008 à 73 en 2012 (la production destinée au marché intérieur a baissé de moitié),
- Nombre de logements vendus : 116 000 en 2008 à moins de 5000 en 2012,
- Indice de construction privée : de 95,6 en 2008 à 19,2 en 2012,
- Dépôts en banque de décembre 2009 à juin 2012 ont diminué de 80 milliards d'euros soit 41 % du PIB, à la fois retrait pour consommer et manque de confiance (matelas, argent à l'ombre),
- sans compter les innombrables commerces fermés depuis un an ou deux dans les rues d'Athènes, les loyers impayés, les prêts non remboursés,
- et du même coup les impôts ne rapportent pas davantage, vu la baisse du chômage et de la consommation ; si le budget s'équilibre, c'est uniquement par la baisse des dépenses.

### **Désastre social et sanitaire :**

- **désastre social** : le chômage est monté à 27 % des actifs, le double chez les jeunes et + élevé chez les femmes (jeune et fille = sans espoir); il peut y avoir des « faux chômeurs » mais ce n'est guère "intéressant" car l'indemnité a été réduite, un an au grand maximum si on a travaillé longtemps, et l'IKA s'arrête avec l'indemnité. Du même coup l'émigration reprend, en majeure part, celle de jeunes adultes diplômés, vers l'Allemagne...
- SMIC à 456 euros nets et 10 % de moins pour les moins de 25 ans ; c'est donc la course au bas salaire : on embauche pour des salaires inférieurs, à la journée, la semaine, l'heure et sans déclarer.
- niveau de vie moyen, entre baisse des revenus et hausse des tarifs publics, malgré baisse des loyers et de quelques prix, a diminué de 50 % plaçant ainsi près du tiers de la population en-dessous du seuil de pauvreté, ce qui s'est traduit par la mise en remise des voitures (on rend les plaques et on ne paye plus la vignette), la suppression des chauffages collectifs dans les immeubles au profit de poêles à bois alimentés

par le bois des arbres des cimetières, des parcs, des forêts proches des villes (froid en Grèce du Nord, pics de pollution par CO2 de la combustion).

- **désastre sanitaire** : un million et demi de personnes sont privées d'IKA parce que sans travail, de plus, même pour les autres, la situation s'est aggravée. Avant 2010, le bénéficiaire de l'IKA ne payait rien à l'hôpital public, ni visites ni médicaments, pharmaciens et hôpitaux étaient remboursés par l'État. Le malade dorénavant doit payer 5 euros, puis 25 euros par consultation ; comme l'État n'a pas remboursé les pharmaciens ni les hôpitaux qui n'ont pas payé les fournisseurs, les sociétés pharmaceutiques ne fournissent plus, certaines ont quitté la Grèce : le patient, soit achète ses médicaments (et attend un improbable remboursement), soit ne peut le payer et survit sans, soit ne le trouve plus du tout. L'hôpital d'Athènes affiche des conseils : n'apportez ni fleurs ni gâteaux, mais des seringues et des compresses ! Faute de vaccins la tuberculose reprend, de même que le SIDA reprend son élan...

**Si la marmite n'a pas encore explosé, c'est que les mécanismes de solidarité sont encore forts : les liens avec la campagne sont encore vifs car l'exode rural est relativement récent et la solidarité familiale puissante.**

- on a donc les "visites à la grand-mère" qui donne l'huile et les pommes de terre, celui qui travaille aide les autres, certains chômeurs sont repartis cultiver le jardin, on fait pousser des tomates sur les balcons dans les pots de fleurs, des familles se sont regrouper sur plusieurs générations

- l'Église orthodoxe finance des distributions de nourriture dans plusieurs secteurs, et offre des salles à des médecins bénévoles qui acceptent de travailler gratis

- *Médecins du Monde* a ouvert des antennes de soin

- une émission de TV se charge de la collecte des médicaments disponibles chez les particuliers pour leur redistribution

- en passant par internet, des réseaux d'échanges de services non monétarisés se sont mis sur pied, des agriculteurs viennent sur une place donnée au jour donné avec un camion plein de pommes de terre, d'oranges etc., par gros sacs et vendent à des prix avantageux pour eux et dérisoires par rapport à ceux du commerce...

Il est certain qu'il existe encore des riches qui sont loin de tout cela et que les situations sont d'autant moins difficiles qu'on est plus éloigné d'Athènes et de Salonique (les 2 agglomérations = 50 % population grecque...)

### **Danger pour la démocratie**

**Le système en place depuis 1974 est en danger : les deux partis dominant depuis lors, ND et PASOK, sont tombés dans le discrédit total :**

- jugés responsables de tout ce qui a été fait, d'où les yaourts et injures que les députés ont reçus depuis 2010 lors de leurs sorties publiques ou privées etc.,

- jugés encore plus pourris que ce que l'on croyait depuis que des enquêtes ont lieu et montrent les malversations, pots de vin, évasion fiscale des uns et des autres,

- jugés incapables, même honnêtes, puisqu'ils ne parviennent pas à mettre en oeuvre les mesures qu'ils annoncent,

- « valets de l'étranger » puisque tout le monde sait qu'ils ne font que suivre les instructions de la Troïka.

**Résultats :**

- **Effondrement électoral des deux partis.** Si Samaras, ND, est tout de même Premier ministre après la seconde élection c'est 1) en faisant une alliance entre 3 partis, 2) parce que les électeurs ont vécu sous la menace (si vous votez mal, c'est la fin de tout), 3) parce que le système électoral donne 50 sièges supplémentaires (sur 300) au parti sorti en tête.
- **Surgissement de deux partis pas vraiment nouveaux mais avec peu de visibilité,** dont l'un, le **Syriza**, a talonné de très près la ND, et l'autre **Chrysi Avghi**, qui n'avait encore jamais présenté de candidats aux législatives, est ouvertement néonazi.

Le **Syriza, union des gauches radicales**, (qui juge, avec raison, que le PASOK n'est plus à gauche) qui alterne discours extrémiste antieuropéen et discours réformiste radical, offre l'avantage de réunir des trentenaires qui n'ont pas encore eu part au pouvoir tandis que d'autres lui reprochent jeunesse et inexpérience qu'ils jugent dangereux (il faut bien commencer pourtant). Le parti remporte des succès surtout chez les personnes éduquées en milieu urbain.

**Le dirigeant de Chrysi Avghi (qui a 16 élus) a un passé, des discours et des insignes directement nazis**, dont il ne se cache pas ; il manie les médias avec talent : chacune de ses manifestations, bonnes œuvres, coup d'éclat se fait en présence de la TV. Il attire les classes populaires par des soupes populaires, des aides aux personnes âgées, des interventions musclées contre les vendeurs étrangers à la sauvette, il entretient même des pompiers, tout cela pour montrer qu'il fait mieux que les politiciens ; mais il a également un violent discours machiste et xénophobe (les étrangers viennent prendre le peu qui nous reste et sont des délinquants !) et organise des groupes d'assaut qui tabassent les étrangers qui couchent dans les rues, les journalistes de gauche, les « anti-chrétiens » selon leurs critères... Même leurs députés adoptent tenue et comportement provoquants : crâne rasé, tatouages, gros bras, injures et menaces aux collègues... et comme tout cela passe impunément ou presque. La démocratie est réellement en danger.

### **La culture aussi en danger**

Peut-être le plus grave à long terme pour un pays qui a fondé la raison d'être de son existence sur la culture :

- diminution des crédits de l'enseignement, des salaires des enseignants et fermeture des écoles et des sections universitaires (langues étrangères à Thessalonique), fermeture également des instituts de recherche en Sciences Humaines, des petites écoles de montagne et des îles. Dans un relief aussi difficile, c'est prendre de gros risques : un conseiller européen a dit un jour qu'il faudrait par économie « vider » les petites îles !
- Fin des fouilles archéologiques et fermeture des sites, de musées ou de plusieurs salles, faute de gardiens, en même temps vols et fouilles clandestines
- Fin des subventions aux théâtres de province, au cinéma ; Parmi les secteurs de l'économie et des biens culturels touchés par la crise, le livre semblait épargné jusqu'en 2010. Mais il apparaît désormais gravement touché. Le Centre européen de traduction littéraire (Ekemel) n'existe plus depuis l'été dernier. La décision du gouvernement grec de fermer le Centre national du livre (Ekebi) après 19 ans d'existence et de centraliser la politique du livre au ministère de la Culture a provoqué l'indignation dans les milieux culturels du pays.
- L'ambiance, de surcroît, détourne les élèves du travail scolaire qui avait toujours été sanctifié en Grèce, un des pays d'Europe qui a le plus de diplômés du supérieur : à quoi bon avoir des diplômes pour chômer, pour émigrer, pour être payé 800 euros/mois comme leur prof ? Enfin un tiers des étudiants de 1ere année, qui ont passé un concours d'entrée pourtant, ont abandonné au premier trimestre, non pas à cause du niveau, mais pour ne pas avoir à payer un logement dans une autre ville puisque le système de concours place les gens selon leur rang à travers tout le pays.

Règne donc une ambiance de dévaluation de toutes les valeurs culturelles, en phase avec l'ambiance européenne.

### **Conclusion :**

C'est une vision volontairement noire car j'ai choisi de montrer ce que la Troïka avait « changé » dans le pays, et **que dire maintenant que le FMI lui-même a avoué avec fait des erreurs de calculs, avoir sous-estimé les effets de mesures d'austérité aussi radicales sur un pays comme la Grèce ?** Bien sûr, il existe toujours des gens riches, des gens qui par chance s'en sortent encore bien, d'autres qui ont appris à se serrer la ceinture sans se plaindre. Bien sûr, il existe aussi des personnes qui n'ont pas payé ou ne payent pas leurs impôts, mais les salariés et retraités sont soumis au prélèvement à la source et ne peuvent donc y échapper, et une partie des nouveaux impôts est payée par la note d'électricité, donc même chose.

Que dire, si ce n'est :

- que la population est désespérée, comme les investisseurs potentiels, face à l'incertitude permanente et à l'avenir sombre qu'on lui promet (une possible résurgence du problème de la dette dans 15 ans, une génération pour remettre le pays à flots),
- qu'elle est furieuse : ceux qui ne payaient pas, ne payent toujours pas : malgré les progrès réalisés dans la chasse aux fraudeurs par la liaison informatique des caisses, les premières ventes saisies et même quelques condamnations, la justice n'ayant pas assez de personnel, les gens conservent l'impression que les fraudeurs restent impunis,
- que la population humiliée et pleine de honte : les Grecs ont été (et sont toujours) montrés du doigt par les partenaires européens, en particulier l'Allemagne, considérés comme paresseux, menteurs etc. sans le mériter, jugent-ils
- et qu'un rien pourrait faire exploser cette situation...